

RÉVOLUTION FÉMINISTE

j'écris ton nom !

Samedi 4 mars, au siège du PCF, nous avons relevé le défi que nous nous étions lancé, en assurant un franc succès à notre convention *Pour une République féministe*. En pleine campagne électorale parasitée par des scandales journaliers, par un FN « devenu un parti comme un autre », nous avons réuni, toute une journée, plus de 150 personnes tandis que plus de 8 000 suivaient nos débats sur les réseaux sociaux. 23 féministes, responsables syndicales, associatives ou politiques, ont animé cette convention riche et combative.

Pierre Laurent, présent à nos travaux, a réaffirmé que le féminisme était moteur de toute transformation sociale. Dans la foulée, des fédérations se sont emparées de cet enjeu et ont programmé des initiatives avec leurs candidates et leurs candidats aux législatives. C'est le cas notamment de l'Hérault ou encore des Bouches du Rhône. La fédération des Pyrénées-Orientales a choisi ce thème, quant à elle, pour sa fête fédérale. Les étudiants communistes, qui œuvrent au quotidien à faire progresser l'égalité femmes/hommes dans les amphis, ont su prolonger cette belle journée avec leur *Semaine nationale du Féminisme*, sous le thème : **Le pouvoir aux femmes.**

Outre la dénonciation des conséquences du patriarcat sur nos vies, notre convention a permis de montrer la multitude des propositions alternatives pour changer le quotidien de millions de femmes et hisser la société vers l'égalité et la justice sociale. **Nous allons donc sortir, première quinzaine d'avril, un bulletin « spécial convention » qui pourra servir d'outil pour la présidentielle et pour les législatives, avec notre programme *La France en commun*.**

Il est, en effet, plus que jamais indispensable que l'égalité entre les femmes et les hommes fasse irruption dans la campagne électorale. Au-delà même du Parti communiste, les associations féministes se mobilisent pour que cette question soit traitée comme l'un des enjeux majeurs des échéances électorales et non comme une simple thématique. Le CNDF, dont nous sommes partie prenante, a pris l'initiative d'un site : *Nous présidentes* (<http://www.nouspresidentes.org/>) qui, non seulement, fait connaître les propositions féministes indispensables pour conquérir l'égalité mais encore analyse les programmes réactionnaires des Le Pen, Fillon et Macron.

Il est de notre responsabilité de démystifier le double langage de Marine Le Pen qui, seule candidate à la présidentielle, se présente comme LA candidate qui défend les femmes. Nous savons toutes et tous qu'en réalité, le Front national bafoue les droits des femmes, mais il faut le faire savoir. Ainsi, au Parlement européen, Marine Le Pen a voté, avec son père, en 2010, contre l'allongement du congé maternité à 20 semaines. En 2014 et 2016, les eurodéputé-e-s frontistes ont voté contre les dispositifs d'éradication des violences faites aux femmes.

Là encore, nous avons un outil mis à notre disposition, par plusieurs mouvements féministes dont le CNDF, le site : <http://www.droitsfemmescontrextremesdroites.org/>.

Et puis, nous disposons du livre co-écrit par Pierre Laurent, Alain Hayot et Marc Brynhole : *Front National, l'imposture, droite le danger*.

La bataille est rude, l'issue est incertaine mais notre engagement uni est un atout précieux. Au-delà de nos différences, voire de nos divergences, notre ciment est la force de nos valeurs communistes et féministes.

Laurence Cohen



Féminisme

sur le site du PCF
feminisme-revolution.pcf.fr

commission

Droits des femmes/féminisme

la restitution écrite
et vidéo de la convention
féministe du PCF arrive
bientôt !

AVRIL 2017

Activité de la commission nationale

Une belle convention féministe le 4 mars
Des candidates aux élections législatives
témoignent **Page 2**

Restitution à Montpellier
de la convention féministe **Page 3**

À Pantin, liberté, égalité, solidarité pour
les femmes du monde entier **Page 5**

« Le pouvoir aux femmes »
à l'université de Nanterre **Page 6**

À Vitry, débat du 8 mars
contre le harcèlement de rue **Page 7**

Communiqués de presse **Page 9**

Mobilisations unitaires

8 mars : partout dans le monde,
les femmes se soulèvent **Page 10**

Boulevard en lutte le 14 février **Page 11**

La parole aux étudiantes **Page 12**

Agenda **Page 13**

4 MARS

une belle convention féministe



Ce 4 mars, des communistes et des féministes de toute la France se sont retrouvés pour mettre la révolution féministe à l'ordre du jour ; dans tous les domaines de la vie, il s'est agi d'échanger, de proposer, d'élaborer ce qui nous permettra, demain, de transformer la société. La grande diversité des intervenantes, l'implication de la jeunesse avec les étudiant-e-s communistes, le large spectre des thèmes abordés, dans les ateliers en petits groupes ou en plénière, la mise en commun de tous les combats dans lesquels nous sommes engagé-e-s,

ont permis à chacune et à chacun de rentrer chez soi avec des idées et des outils pour mener le combat. Il nous appartient maintenant de prolonger, ici et partout, l'énergie que la convention a fait naître, notamment dans nos départements et d'œuvrer, demain, à mettre les fruits de ce travail au cœur d'une grande campagne féministe du PCF : la révolution féministe est la clé de toutes les révolutions, et c'est sans doute l'idée qui ressort de manière saillante de tous ces échanges et de tous ces moments de partage. Aux travaux pratiques à présent !

des candidates aux élections législatives ont participé à la convention

Yasmine Boudjenah

J'ai été ravie de participer à la Convention féministe du 4 mars. Moi qui suis dans une portion du territoire où les femmes exercent les premières responsabilités, avec Marie-Hélène Amiable et Jacqueline Belhomme, respectivement maires de Bagneux et Malakoff, je sais combien cela apporte à la démocratie lorsque les femmes sont reconnues et prennent leur place dans des équipes, tout simplement. Combien ça compte aussi pour donner confiance à d'autres femmes.

Alors oui, il faut changer les institutions, pour qu'elles soient davantage en rapport avec les évolutions de la société, mais aussi pour les devancer et contribuer à lutter efficacement contre des stéréotypes sexistes insupportables, encore tenaces ! Dans l'histoire de l'humanité, le pouvoir est depuis longtemps décidé majoritairement au masculin. Remarquons qu'il est en même temps confisqué pour toute la société. Le système de domination a besoin de cette mise à l'écart du plus grand nombre.

Agir et revendiquer le partage du pouvoir entre les hommes et les femmes, c'est donc gagner des droits pour tous et faire progresser la démocratie.

Yasmine Boudjenah

première adjointe au maire de Bagneux (92) –
candidate aux élections législatives
pour Bagneux-Malakoff-Montrouge

Flora Domingues

J'ai eu le plaisir de participer à la grande convention féministe organisée par le PCF le 4 mars dernier. Cette journée fut pour moi comme un déclic, notamment sur l'énorme chantier qu'il nous reste à mener dans la lutte sur les droits des femmes.

Dans le cadre des ateliers, j'ai participé à celui des violences faites aux femmes et j'ai fortement apprécié les échanges et débats qui en ont découlé. J'ai pu faire la connaissance d'Ernestine et Suzy qui ont fait un travail considérable sur les droits et la prévention en direction des femmes victimes de violences.

Cette journée a été pour moi enrichissante tant en échanges qu'en apprentissage de l'histoire des luttes des femmes pour les droits dont nous jouissons aujourd'hui. Cela a renforcé mon désir de relayer ce message auprès de toutes et tous. Et je m'engage, notamment dans le cadre de la campagne des législatives, à placer la lutte pour les droits des femmes au cœur de mes propositions.

Encore un grand merci au PCF pour cette convention, en espérant que l'initiative se renouvellera.

Flora Domingues

candidate aux législatives 2017
ans la 8^e circonscription de Seine-et-Marne (77)

MONTPELLIER : RESTITUTION DE LA CONVENTION

extraits du propos introductif de Laurence Cohen



[...] Durant toute une journée, le 4 mars dernier, nous avons échangé, confronté nos points de vue, élaborer des propositions pour conquérir l'égalité entre les femmes et les hommes afin d'imposer cette question dans la campagne électorale. Je ne vais pas les détailler puisque les camarades qui m'entourent vont le faire.

Je vais revenir sur le sens de cette journée.

Le matin, nous avons choisi de travailler en ateliers thématiques :

1. L'égalité professionnelle en actes
2. Education à l'égalité de la crèche à l'Université
3. Libérer la société des violences faites aux femmes
4. Transformer les institutions de la République
5. S'affranchir des modèles familiaux traditionnels.

Ces 5 ateliers n'ont pas été choisis au hasard mais parce qu'ils répondent à un certain nombre de conditions indispensables pour atteindre l'égalité femmes/hommes :

- gagner l'autonomie financière
- dispenser une éducation qui déconstruit les stéréotypes et permet à toutes et tous d'accéder aux savoirs
- débarrasser la société du fléau que constituent les violences faites aux femmes avec la liberté de pouvoir disposer de son corps
- partager les pouvoirs
- s'affranchir des modèles familiaux traditionnels.

Et puis, parce que partout sur la planète, les femmes vivent la même domination patriarcale, nous avons donné la parole à deux personnalités qui incarnent la lutte des femmes dans le monde : Nursel Kiliç, représentante du Mouvement des femmes kurdes et Fadwa Khader, dirigeante du Parti du peuple palestinien (PPP).

Et nous avons terminé notre journée par un débat européen sur la convergence de nos luttes.

Travailler à ce que les questions d'égalité entre les femmes et les hommes fassent irruption dans la campagne électorale n'est pas une chose simple dans ce climat délétère, de scandales, de désunion des forces réellement à gauche et de montée du FN.

Mais la place que l'on veut assigner aux femmes dans la société est le miroir du projet de société que l'on défend.

Ainsi, quand on parle d'autonomie financière des femmes, on parle de la place des femmes dans le monde du travail. Or, le patronat a, de tout temps, utilisé le travail des femmes comme un laboratoire d'expérimentation pour étendre la précarité, la flexibilité à tous. Il s'est servi d'une juste aspiration à vouloir concilier vie professionnelle et vie personnelle

– et traduisez vie familiale pour les femmes – en développant le temps partiel. Mais qui dit temps partiel, dit salaire partiel et retraite partielle !

Durant ce quinquennat, rien n'a malheureusement été fait pour faire vivre l'égalité professionnelle. De graves atteintes ont même été inscrites dans la loi. Je pense à l'ANI, à la loi Macron ou encore à la loi El Khomri contre laquelle les mobilisations ont été très fortes et notamment celles des mouvements féministes. Ces lois régressives, pour l'ensemble des salariés, ont touché de plein fouet les femmes qui sont, majoritairement, les plus précaires.

Alors, analyser les programmes des candidates et des candidats sous le prisme de l'égalité F/H, condition indispensable à l'émancipation humaine, est ce sur quoi, pour une part, la convention a planché.

Il est intéressant de constater que la politique des candidats de droite et d'extrême droite est de « renvoyer les femmes au foyer », de les cantonner à un rôle de procréation. Quelle aubaine, en effet ! Pourquoi développer les services publics de l'enfance, de la petite enfance ou ceux de la perte d'autonomie ? Aux femmes de prendre en charge, gratuitement leurs enfants, parents et/ou beaux parents ou encore leurs compagnons vieillissants.

Il faut dénoncer Fillon qui veut faire travailler plus, pour des salaires minimalistes alors que lui se place au-dessus des lois. Il faut dénoncer son positionnement sur l'IVG, n'oublions pas que ses soutiens sont du côté de la manif pour tous.

Il faut dénoncer Macron qui tente de faire oublier qu'il a été ministre, et qui assume une loi qui généralise le travail du dimanche qui touche d'abord les femmes majoritaires dans les métiers du commerce !

Quant à Marine le Pen, elle est très dangereuse. Elle a analysé le fait qu'auparavant les femmes étaient celles qui votaient le moins en faveur du FN. Alors, elle a relooké son image de femme, mère de famille qui défend les femmes des quartiers populaires (lettre ouverte éditée à cet effet. [...])

J'ai fait un focus sur le travail, mais on sait toutes et tous ici que les femmes ne vivent pas seulement des inégalités professionnelles, elles subissent des discriminations sexistes dans tous les domaines, sphère publique comme sphère privée.

Or, dans un moment de crise économique, sociale, politique avec une montée du Front national si forte, vouloir débarrasser la société du patriarcat n'apparaît pas comme une priorité.

D'autant que les contradictions sont fortes, régression idéologique dans la société et aspirations très fortes des femmes de résister, de riposter.

Plus que jamais, elles veulent être libres et égales. Elles veulent être aux commandes de leur vie personnelle



activité de la commission nationale

MONTPELLIER : RESTITUTION DE LA CONVENTION

et professionnelle, sans que personne ne vienne décider à leur place de leur emploi, leur sexualité, ou leurs loisirs. Elles veulent que soient éradiquées les violences qu'elles subissent, dans la rue, à l'école, au travail ou dans l'intimité de leur foyer. Elles veulent que cessent les propos sexistes dont elles sont victimes dans les médias, en politique, dans le sport ou dans les arts. Elles sont debout, engagées en première ligne pour une société de liberté et d'égalité. La révolution féministe qu'elles entendent mener propose d'émanciper l'ensemble du genre humain. Elle est l'affaire de toutes et de tous.

Les communistes portent un féminisme-lutte de classes et nous ne dissociions pas, je devrais dire nous ne dissociions PLUS, depuis longtemps, lutte contre le capitalisme et lutte contre le patriarcat. L'oppression de classe est sexuée, et les plus exploités sont des femmes.

Le privé est tout aussi politique que le public, et l'inégale répartition des tâches domestiques relève bien d'une organisation sociale.

L'idée n'est pas de remplacer un modèle fondé sur la domination, par un autre modèle tout aussi dominateur, mais bien de montrer que, puisqu'il s'agit d'une

construction sociale qui produit des effets pervers que nous connaissons toutes et tous au quotidien, nous pouvons la déconstruire pour tendre vers une société d'émancipation humaine.

À l'heure où nous portons l'exigence d'une nouvelle République, où nous invitons à une refondation sociale et démocratique, il est urgent de construire une démocratie paritaire, condition indispensable pour exercer un pouvoir partagé.

Toute conquête féministe permettant à la société tout entière de progresser, le féminisme est bien au cœur de toute transformation sociale. C'est pourquoi le candidat que nous soutenons à la présidentielle est Jean Luc Mélenchon, dont le programme est le plus proche du nôtre, celui du Front de gauche élaboré ensemble en 2012, avec notamment la constitutionnalisation de l'avortement.

Et pour les législatives, ce sont les candidates et candidats que nous présentons/soutenons – et vous en avez ici un bel exemple dans votre département – qui portent des propositions féministes pour améliorer la vie des femmes à court, moyen et long termes.



PANTIN : VENDREDI 10 MARS

liberté, égalité, solidarité pour les femmes du monde entier

Avec la venue de femmes au premier plan des combats pour la démocratie, l'égalité et la paix comme :

Tugba Hezer, la plus jeune députée de Turquie, membre du HDP (Parti progressiste de Turquie)

Fadwa Kader, Parti du peuple palestinien

Aïcha Dabalé, militante pour la démocratie à Djibouti

Zeymet Farhat, dirigeante de l'Association tunisienne des femmes démocrates

Ernestine Ronai, responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes en Seine-Saint-Denis

Et en présence de :

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Mériem Derkaoui, maire d'Aubervilliers

Azzedine Taïbi, maire de Stains

Le vendredi 10 mars, la *Coopérative des Idées* accueillait à Pantin le débat : *Liberté, égalité, solidarité pour les femmes du monde entier*. Les femmes sont toujours les premières victimes des guerres, des États autoritaires, des régressions sociales. Elles sont aussi les premières à résister et créer de nouvelles formes de libération, de nouveaux chemins vers l'émancipation. Vendredi ne fit pas exception et nous avons eu la chance de pouvoir échanger avec des femmes aux destins et actions différents mais animées de la même envie, par les mêmes besoins : rendre leur place aux femmes au sein de la société pour la transformer tout entière.

Tugba Hezer, plus jeune députée turque et membre du HDP, est contrainte de vivre en exil. Les parlementaires du HDP sont victimes du pouvoir Turc qui en a placé plusieurs dizaines en prison, dont une moitié de femmes. Femmes qui lorsqu'elles ont des mandats politiques sont traitées encore plus durement que leurs homologues masculins. Outre les violences physiques, elles doivent parfois endurer violences sexuelles et humiliations, à l'image de ces combattantes des YPG abattues et traînées nues dans les rues par Daech.

Malgré cette guerre menée au peuple kurde et les conséquences qui en découlent, Tugba a tenu à exposer ce que les élu-e-s du HDP ont mis en place, à travers du système de la « co-présidence ». Il s'agit d'agir, du même coup, pour la parité entre les femmes et les hommes et pour la représentativité du peuple Kurde, dans les instances de direction, autant officielles (mairies) que dans les commissions et organes du parti. Ce système montre une grande efficacité et apporte un point final à cette polémique charriée depuis trop longtemps par une partie des rangs

communistes : il n'existe aucune lutte prioritaire dans nos combats, elles sont toutes interdépendantes. Lutter pour les droits des femmes n'est pas « diviser le mouvement communiste », au contraire cela permet à tout le mouvement de faire un pas vers l'émancipation.

S'il y a bien une constante dans le monde, elle se situe dans la manière d'écraser les peuples. Erdogan emprisonne ses ennemis politiques comme l'État d'Israël les siens. Afin de briser les résistances, d'instaurer un climat de peur permanente, d'étouffer les voix qui portent et permettraient une résolution juste et pacifique des conflits. Mais Fadwa Khader possède elle aussi une voix qui porte et nous inspire. Infatigable combattante pour la liberté des Palestiniens, membre du Parti du peuple palestinien, elle remarque, à son tour, que chaque situation violente expose davantage les femmes. Le non-fonctionnement des institutions, l'absence de lois et de droits, découlant de l'occupation israélienne, pénalise d'abord les femmes soumises au droit coutumier, aux traditions.

La dictature, la guerre, c'est le viol nous dit Aïcha Dabalé, militante pour la démocratie et la reconnaissance des viols quasiment systématiques des Djiboutiennes par les soldats du régime. Utilisé comme une véritable arme de guerre, bien plus efface qu'un fusil, le viol détruit les femmes, anéantit les familles et permet à la corruption et l'autoritarisme de prospérer.

Lorsqu'on s'attaque aux femmes, c'est toute la société qui est ébranlée. Les droits des femmes sont souvent les premiers que l'on foule aux pieds, comme ont pu en faire l'expérience les femmes tunisiennes après la chute de Ben Ali. En effet, le parti islamiste Ennahda a voulu faire régresser leurs droits en ne parlant plus d'égalité entre les femmes et les hommes mais de « complémentarité ». Il a fallu que les Tunisiennes se mobilisent pour faire reculer le pouvoir en place.

Aucun pays, fut-il « développé », n'échappe à ces pratiques et partout, en Europe ou aux États-Unis, des propositions de lois rétrogrades voient le jour. Plus insidieusement ce sont des financements qui sont coupés, des centres IVG et hôpitaux qui ferment. Idéologiquement enfin, et depuis quelques années, les paroles les plus misogynes voire haineuses trouvent un nouveau souffle.

Le féminisme a plus que jamais besoin de force et de clarté. Réaffirmons notre amitié à toutes les femmes du monde, leurs combats sont les nôtres.

Cécile Ravenet



UNIVERSITÉ DE NANTERRE : 6-12 MARS semaine du féminisme 2017

Le *pouvoir aux femmes* était le mot d'ordre de la Semaine du Féminisme 2017, organisée nationalement par l'Union des étudiants communistes, du 6 au 12 mars, autour de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mars. Au travers des événements qui se sont déroulés dans toute la France, nous avons mis en avant une idée simple : nous voulons donner aux femmes le pouvoir qui leur est confisqué, dans une société patriarcale et capitaliste. Comme nous avons pu le voir par le passé, ouvrir des droits aux femmes, leur donner le pouvoir, c'est ouvrir des droits pour l'ensemble des travailleur.se.s, et *in fine* réaliser l'égalité réelle.

Cette année, à Nanterre, les étudiant.e.s communistes se sont mobilisé.e.s du 6 au 12 mars pour que s'y tienne la Semaine du Féminisme, ainsi que les semaines précédentes pour inviter le plus largement possible les étudiant.e.s de Nanterre à participer à cet événement.

Toute la semaine, une exposition féministe a été présentée dans le hall de la Bibliothèque universitaire. Sous le titre de *L'Histoire n'est pas masculine*, cet ensemble de 12 panneaux, consultables sur la page Facebook de l'UEC/Nanterre, a l'ambition de remettre à l'honneur la place des femmes dans l'Histoire, et d'introduire une lecture féministe et matérialiste de différents événements historiques et d'actualité. Cette exposition s'attache à montrer comment, dans toutes les révolutions, les femmes ont été vectrices de bouleversements, et comment, dans tous les milieux, elles ont imposé leurs compétences et leur créativité et ont excellé. Si la condition des femmes partout dans le monde a toujours étouffé les potentiels féminins, celles-ci ont toujours su mener les luttes de front.

Le lundi soir, nous avons organisé une projection du film *La Loi* de Christian Faure, suivie d'un débat riche et engagé avec les étudiant.e.s présent.e.s. Ce film, sorti en 2014, retrace la présentation du projet de loi dépénalisant l'avortement, présenté en 1975 par la ministre de la Santé de l'époque, Simone Veil. Les étudiant.e.s ont insisté sur la menace qui pèse encore aujourd'hui sur le droit à l'avortement, interdit ou menacé par les forces réactionnaires de tous les pays, notamment en France, par la suppression des subventions publiques au planning familial par certaines collectivités. De nombreuses revendications, que nous portons, ont été exprimées. Ainsi, celles pour un égal accès à la santé, au travail, à la formation.

Le lendemain, nous avons accueilli Laureen Genthon, conseillère départementale PCF des Hauts-de-Seine, et Lorraine Questiaux, avocate au Barreau de Paris et militante dans le mouvement abolitionniste du Nid, pour débattre des violences faites aux femmes. Nous avons choisi d'approcher cette question par le biais des violences perpétrées dans le cadre du travail et dans le cadre de la famille, ainsi que par la remise en question de la prostitution comme travail. Le lien profond entre capitalisme et patriarcat a été soulevé au cours des échanges, ainsi que le fait que le féminisme n'est pas une lutte secondaire pour aboutir à notre projet de société : elle est au cœur de notre projet révolutionnaire et progressiste.

Le jour de la marche internationale de lutte pour les droits des femmes, le mercredi 8 mars, nous nous sommes

retrouvés en début d'après-midi pour confectionner des pancartes et emporter avec nous quelques drapeaux. Nous avons appelé à un départ commun depuis la gare du campus pour la manifestation, et nous avons été une douzaine à en partir pour la manifestation. Nous avons rejoint le cortège commun du PCF et du MJCF, où nous avons exigé avec force que l'égalité réelle s'applique entre les femmes et les hommes, en France et partout ailleurs, en solidarité avec les femmes du monde entier.

Pour clore cette semaine, nous avons organisé une conférence sur la nécessité d'un féminisme intersectionnel et décolonial au cœur de notre lutte. Kiyemis, une blogueuse afroféministe, et Antoine Lupera, membre du collectif LGBT+ du PCF, *Fier.e.s* et *Révolutionnaires*, sont intervenus tout le long de ce débat, au terme duquel nous avons pu comprendre tout l'enjeu d'intégrer au féminisme – lutte des classes, les problématiques liées au système raciste et aux enjeux LGBT+, le capitalisme et le patriarcat demeurant l'ennemi commun de toutes les femmes et minorités de genre dans une seule et même lutte.

Dans chacun de ces événements, les échanges que nous avons pu avoir avec les étudiant.e.s nous ont conforté.e.s et renforcé.e.s dans notre détermination à lutter pour le féminisme, le progrès et l'égalité au sein de l'université, et par extension dans l'ensemble de la société. Au cours de tous ces débats, nous avons vu que nos propositions pour les étudiant.e.s trouvent un écho très favorable auprès de celles et ceux qui sont directement concernées par les politiques austéritaires des gouvernements qui se succèdent.

Ainsi, dans contexte où les droits des femmes sont sans cesse remis en question par de nombreux candidat.e.s et où les clichés sexistes inondent notre quotidien, nous avons défendu avec les étudiant.e.s des solutions progressistes : la mise en place de cellules de veille dans chaque université pour les victimes de violences et pratiques sexistes, la mise en place de crèches au sein des universités afin de permettre aux étudiantes qui ont un enfant de continuer leurs études, le développement de pôles de santé publics avec un accès gratuit aux soins remboursés à 100% par la sécurité sociale en tiers-payant (contraception, IVG, gynécologie, psychologie...), la fin des soirées sexistes avec respect de la charte féministe signée par l'ensemble des associations étudiantes et appliquée par l'université. L'égalité réelle dans l'enseignement supérieur et la recherche, c'est aussi la mise en place d'un salaire étudiant, qui permettrait de mettre fin à l'abandon précoce des études pour les jeunes femmes.

Par la tenue d'événements comme la Semaine du Féminisme et par un militantisme quotidien sur nos campus, à contre-courant des forces réactionnaires qui tentent de s'emparer de cet espace, nous confirmons l'UEC comme première organisation politique de lutte féministe sur nos campus.

Anaïs Fleury

Exposition sur Facebook :

<https://www.facebook.com/uec.nanterre/posts/1326413987449536>



VITRY : 8 MARS

débat contre le harcèlement de rue

La question des oppressions subies par les femmes dans la ville s'est imposée assez récemment dans le débat en France, dans un premier temps plutôt par des travaux de recherche et les débats qui en ont résulté que par l'action politique. Peu à peu, les associations féministes se sont emparées de ces thématiques, aboutissant à une multiplication des articles à ce sujet dans la presse, et à la mise en place de quelques mesures, qui se limitent globalement à la lutte contre le harcèlement de rue (sensibilisation au harcèlement de rue, plan de lutte contre le harcèlement dans les transports...). Pourtant, si le harcèlement de rue est une des manifestations évidentes de la domination masculine au sein des villes, la question mérite d'être traitée de manière bien plus large.

La ville est gérée et animée de manière patriarcale parce que le système dans lequel elle se construit l'est. Il est évident que les associations féministes qui travaillent sur ces thématiques ne s'intéressent pas uniquement à la question de la ville, mais plutôt à la manière dont le système patriarcal impacte la construction et les modes d'usages de la ville, et dont, à l'inverse, cette construction de la ville renforce la domination masculine.

En effet, si la ville n'est pas génératrice des mécanismes de domination patriarcale, elle les reproduit, les renforce, et constitue un espace privilégié de leur manifestation. Le harcèlement de rue, comme les autres formes d'oppression des femmes dans les espaces urbains, est une résurgence de l'opposition traditionnelle entre la sphère privée, associée au genre féminin, et la sphère publique, réservée au genre masculin (l'homme public, l'homme politique). La ville n'est pas construite pour nous parce qu'elle n'est pas considérée comme notre espace, notre sphère d'influence est supposément celle du foyer, de la famille (comme en témoigne encore le nom du ministère censé accompagner la lutte pour nos droits : le « ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes »). Les noms de rues sont un bon exemple de cercle vicieux entre le système patriarcal présent dans toutes les sphères de la société et la construction patriarcale de la ville : 2% de l'ensemble des rues et 6% des rues portant un nom propre portent un nom de femme. Cette faible proportion est une manifestation de l'invisibilisation des femmes dans l'Histoire, dans les sciences, dans la littérature, qui contribue aussi à entériner l'idée d'un espace public dédié aux hommes.

La réappropriation des espaces urbains est un enjeu essentiel des luttes féministes. En effet, pouvoir circuler librement dans la ville et occuper l'espace permet d'accéder à toute une série de droits et de services publics, à l'emploi, aux loisirs... Or, on s'aperçoit que non seulement les femmes se déplacent dans la ville

toujours avec un objectif, elles flânent très peu, mais qu'en plus elles élaborent des stratégies d'évitement de certains espaces qu'elles identifient comme dangereux pour elles, et que ces stratégies finissent par régir leur vie.

On peut illustrer ce propos avec deux exemples intéressants en termes de prise en compte des questions de genre dans les politiques publiques urbaines. Le premier exemple est l'organisation des réseaux de transports en commun, qui représente un enjeu politique important pour les luttes féministes. En effet, ils ne sont pas adaptés aux tâches traditionnellement dévolues aux femmes (prise en charge des enfants, courses...). On se trouve alors face à une double peine pour les femmes : non seulement nous devons prendre en charge des tâches supplémentaires, souvent peu valorisées socialement, mais en plus la réaliation de ces tâches n'est pas facilitée par l'organisation des réseaux de transports (ni de la ville en général bien sûr). Si, bien évidemment, il est nécessaire de lutter contre la division genrée du travail et des tâches domestiques, il faut aussi prévoir des jalons intermédiaires pour faire avancer cette lutte. Un premier jalon pourrait être de faciliter la réalisation de ces tâches pour libérer du temps aux femmes pour militer, pour leur vie sociale, pour leur vie professionnelle, pour leurs loisirs... Ce qui pourrait aussi encourager les hommes à mieux les prendre en charge.

De plus, plusieurs études montrent que les réseaux de transport desservent mieux les centres d'emploi majoritairement masculins que les centres d'emploi majoritairement féminins, plus dispersés sur le territoire (enseignement maternelle et primaire, aide à la personne...). Pourtant, les femmes représentent la plus grande part des usagers des transports publics (60%). Elles sont aussi moins nombreuses à posséder une voiture, d'une part parce qu'elles sont en moyenne plus précaires que les hommes (80% des temps partiels subis concernent des femmes), d'autre part car la voiture continue de porter une charge symbolique très virile dans l'imaginaire collectif. Il est donc important de comprendre que lorsqu'on combat la hausse des tarifs des transports en commun, il s'agit certes d'une lutte de classes mais également d'une lutte féministe. Augmenter ces tarifs, c'est empêcher encore plus les femmes d'accéder aux services publics, à l'emploi...

Enfin, le harcèlement dans les transports représente une véritable entrave à l'usage des transports publics par les femmes. Il s'agit d'un phénomène massif : 87% des répondantes à l'enquête menée par la *Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT)* en 2016 affirment avoir été victimes de harcèlement dans les transports (les 3/4 des témoigna-





CONTRE LE HARCÈLEMENT DE RUE

ges recensés portent sur des infractions pénalement répréhensibles). La peur du harcèlement, de l'agression, renforcée par la socialisation des femmes dans un contexte où la culture du viol et la culpabilisation des victimes font rage, poussent beaucoup de femmes à ne pas emprunter les transports à certaines heures, et par conséquent à se priver de certaines activités.

De nombreuses solutions peuvent être développées pour répondre à ces enjeux, en parallèle d'une lutte plus générale pour l'abolition du patriarcat et pour l'égalité de genre : proposer des arrêts à la demande à partir d'une certaine heure, développer le réseau de bus pour mieux desservir les territoires actuellement enclavés, former les agent.e.s de sécurité à réagir à des situations de harcèlement...

L'autre exemple qui illustre le mieux les inégalités femmes/hommes en ville concerne les espaces publics de sport. Ces espaces, utilisés en écrasante majorité par des hommes, sont pourtant vécus comme des investissements publics bénéficiant à tou.te.s. En plus des problématiques que ce constat pose en termes d'inégalités face aux équipements publics, cette accaparement des espaces de sport par les hommes a une influence notable sur les usages de l'espace public en général. La chercheuse Edith Maruejols a notamment montré que ce rapport différencié au sport, dès

le plus jeune âge, entraînait un apprentissage inégalitaire de la légitimité à exister dans l'espace public. Dès la cour de récréation des écoles primaires, les garçons occupent en groupes les grands espaces pour pratiquer des sports collectifs, quand les filles se cantonnent à de plus petits espaces. En réalité, il n'y a pas d'activité « de fille » et d'activité « de garçon », il n'y a que des activités qu'on présente aux filles comme des activités qu'elles sont légitimes à aimer, à pratiquer, et des activités qu'on leur présente comme réservés aux garçons. Lorsque des mesures sont mises en place pour leur transmettre cette conscience de leur légitimité à pratiquer des activités traditionnellement considérées comme exclusivement masculines, on observe une hausse de la mixité dans ces espaces de sport. À titre d'exemple, lorsque l'espace de glisse parisien (un espace dans le 18^e arrondissement permettant de pratiquer le roller, le skate, la trottinette...) a mis en place des cours non mixtes pour les débutantes, permettant aux jeunes filles de s'approprier cet espace et d'apprendre sereinement les bases, la mixité a augmenté dans les périodes d'ouverture libre.

En dehors de ces exemples qui illustrent un propos plus large sur les problématiques de domination masculine en ville, il est essentiel d'avoir conscience que la ville est un angle efficace pour permettre à des personnes peu sensibilisées aux questions féministes de les aborder. Tout le travail réalisé avec les femmes sur la ville et les améliorations à lui apporter pour mieux répondre à tous les usages a une influence sur la manière dont elles se situent dans la société. Les marches exploratoires par exemple (des groupes de femmes qui réalisent des diagnostics en marchant dans leur quartier, puis font des propositions d'évolution aux pouvoirs publics), lorsqu'elles sont menées jusqu'au bout, permettent aux femmes de prendre conscience de leur savoir d'usage, de leur capacité à trouver des solutions pour agir sur leur propre quotidien, et de leur légitimité à intervenir politiquement. Et si, bien sûr, toutes les femmes n'ont pas la même expérience de la ville, notamment en fonction des autres oppressions qu'elles peuvent subir ou non, elles partagent une condition de dominées en raison de leur genre qui peut représenter la base d'une réflexion collective sur les nécessaires transformations des espaces urbains au service d'une société plus égalitaire.

Léa Delmas
présidente de FéminiCités

FéminiCités est une association féministe inclusive travaillant sur les problématiques de genre en lien avec les espaces urbains, publics comme privés, créée en octobre 2015.

Elle s'inscrit dans une perspective d'analyse intersectionnelle, en prenant en compte l'imbrication et le renforcement mutuel entre les différentes oppressions (sexisme, racisme, homophobie, transphobie, oppressions de classes...).

Elle mène des actions de sensibilisation et de formation (envers les militant.e.s, les collectivités territoriales...), des actions de réappropriation de l'espace public (*Tou.te.s au café*, festival *À la conquête de l'espace* n septembre), ainsi qu'un travail de réflexion de fond à partir des débats qui ont lieu en son sein, qui se matérialise dans des projets de recherche-action (projet d'enquête sur le harcèlement transphobe dans les transports en commun par exemple).

page Facebook : <https://www.facebook.com/feminicites>



8 MARS

nous prenons la rue pour revendiquer l'égalité, la liberté, le respect

À l'heure où la justice française classe l'affaire Baupin sans suite pour prescription, comme s'il suffisait de quelques années pour effacer les violences subies par ses victimes, la mobilisation féministe est, plus que jamais, une exigence brûlante. Ce mercredi 8 mars, à l'occasion de la journée internationale de luttes pour les droits des femmes, nous prenons la rue pour revendiquer l'égalité, la liberté et le respect.

Nous sommes nombreuses et nombreux à résister contre les mesures réactionnaires des gouvernements américain, polonais, espagnol ou russe ; nous sommes nombreuses et nombreux à exiger, pour 2017, l'égalité professionnelle, la constitutionnalisation du droit à l'avortement, de réels moyens humains et financiers pour lutter contre les violences faites aux femmes ou encore l'égal accès à tous les pouvoirs et toutes les responsabilités.

Les programmes de François Fillon, Marine le Pen ou Emmanuel Macron sont aux antipodes de telles exigen-

ces, ce que nous avons fortement dénoncé samedi 4 mars, lors de notre convention pour une République féministe.

Autant de raisons pour faire de ce 8 mars un moment fort de nos mobilisations, en participant massivement à cette journée d'action et de grève pour les Droits des femmes.

Avec Pierre Laurent, leur secrétaire national, les militantes et militants communistes seront donc aux côtés des associations féministes et des forces syndicales, dès 15h40, place de la République, avant de défiler jusqu'à Opéra.

Rendez-vous à 17h30, pour le départ de la manifestation, à l'angle de la place de la République et de la rue du Temple.

Laurence Cohen

co-responsables de la commission PCF
Droits des femmes/féminisme

PARLEMENT RUSSE

vote scandaleux pour briser les femmes

Après avoir dépénalisé les violences conjugales en 2016, le Parlement russe (la Douma) continue sur sa lancée en dépénalisant toutes les violences familiales, y compris celles qui touchent les enfants. Leurs auteurs risquent désormais une simple amende au lieu d'une peine de prison : ils ne commettent plus un crime, mais une simple infraction. Yelena Muzulina, l'initiatrice ultra-conservatrice de ce projet de loi, qui s'était déjà illustrée en durcissant l'arsenal législatif contre la « propagande homosexuelle », argue en effet que la loi doit protéger les traditions familiales et l'autorité du chef de famille.

À l'heure où toutes les femmes du monde aspirent à briser les liens dans lesquels on les a enfermées pendant des siècles, à l'heure où elles prennent leur destinée en main, choisissent leur avenir professionnel et familial et secouent le joug insupportable que certains aimeraient voir durer, des forces ecclésiastiques et réac-

tionnaires sont prises de panique. Elles contre-attaquent brutalement partout où elles le peuvent : en Espagne, en Pologne, en Irlande, aux États-Unis... En France même, elles ont trouvé dans les candidatures de Marine Le Pen et de François Fillon les porte-paroles adéquats pour renvoyer les femmes au foyer.

Un siècle après la Révolution d'Octobre qui, la première, avait conquis le droit à l'avortement, l'accès des femmes à toutes les responsabilités et toutes les carrières professionnelles, ou encore la sanction des abus familiaux, toute notre solidarité va aux femmes et aux féministes russes.

Sachons nous mobiliser à leurs côtés pour faire échec à ces mesures rétrogrades qui déshonorent celles et ceux qui les votent.

commission nationale du PCF
Droits des femmes/féminisme



8 MARS

partout dans le monde, les femmes se soulèvent

La journée internationale de lutte pour les droits des femmes s'est déroulée cette année dans un contexte bien particulier. En effet, pour la première fois dans son histoire, les organisations féministes, politiques et syndicales de 50 pays ont simultanément décrété la « grève des femmes » !

Et pour cause : l'année 2016 a été marquée par des attaques répétées contre les droits des femmes : le droit à l'avortement en Pologne et en Corée du Sud, l'élection de D. Trump aux projets patriarcaux et réactionnaires d'une violence inouïe, la loi Travail qui précarise encore plus les femmes en France... Mais surtout par des mobilisations féministes sans précédent ! Des grèves des Islandaises pour l'égalité salariale aux luttes contre les féminicides en Amérique Latine, sans oublier la gigantesque marche des femmes à Washington le 21 janvier, partout dans le monde, les femmes se soulèvent pour mettre fin aux violences de genre et pour revendiquer leur liberté.

En France, à l'appel notamment de la CGT, du CNDF, de *Femmes solidaires* et du PCF, les femmes ont arrêté le travail à 15h40 pour exiger l'égalité salariale : 34 ans après la première loi sur l'égalité professionnelle, les femmes sont payées 26% de moins que les hommes, comme si elles arrêtaient de travailler à cette heure-ci. Cette inégalité s'explique par les contraintes qui pèsent sur les femmes : travail domestique, prise en charge des enfants, etc., mais aussi par la dévalori-

sation des secteurs professionnels féminisés (comme les métiers du care), le plafond de verre et les temps partiels imposés.

Comme l'a souligné Suzy Rojzman, porte-parole du CNDF, il s'agit de « redonner son caractère revendicatif originel » au 8 mars, en s'attaquant notamment au cœur de la domination et de l'exploitation des femmes : le travail.

Parti.e.s de République à 17h30, nous nous sommes d'ailleurs arrêté.e.s place de l'Opéra pour dénoncer le travail du dimanche permis par la loi Macron, et qui touche majoritairement les vendeuses des grands magasins parisiens. Plus encore, des femmes et des hommes se sont mobilisé.e.s toute la journée sur les réseaux sociaux pour relayer ces luttes avec les #8mars15h40.

Les étudiantes, les salarié.e.s et les sportives refusent les stéréotypes de genre, les contraintes, les violences. Elles font valoir leurs talents et luttent pour faire avancer chacun.e d'entre nous vers une société de progrès, de mise en commun, de liberté. La manifestation du 8 mars a été un événement phare pour mettre en valeur ces combats.

Charge à nous, communistes, de les prolonger tout au long de l'année pour permettre la révolution féministe qui s'annonce.

Marie Jay

PARIS-BOURSE DU TRAVAIL : 14 FÉVRIER

Boulevard en lutte

À l'occasion de la sortie du film de Nathanaël Jousselein, *Boulevard en lutte*, les ex-grévistes du 57 boulevard de Strasbourg et l'ensemble de leurs soutiens (parmi lesquels Laurence Cohen et Didier Le Reste) se sont rassemblés à la Bourse du travail, à Paris, le 14 février dernier.

Les ex-grévistes ont eu quelques phrases fortes pour montrer à quel point cette lutte avait changé leur vie : « Aujourd'hui, la France nous a reconnu » « Aujourd'hui, je suis libre. » « Aujourd'hui, je suis un petit peu Française ». Le film revient en effet sur les dix mois de lutte de ces coiffeuses et manucures sans-papiers qui s'étaient mises en grève en mai 2014 pour exiger d'être régularisées, déclarées et payées. Bref, pour être considérées comme n'importe quel autre travailleur de France.

Après 10 mois de lutte avec occupation 24 heures sur 24 de leur lieu de travail, dix mois durs où les menaces ont rivalisé avec l'attentisme du gouvernement, la victoire fut totale. Ce combat, mené essentiellement par des femmes, migrantes et jeunes, montre que la victoire peut être au rendez-vous et que l'espoir est d'actualité.

Aujourd'hui, les 18 grévistes ont retrouvé du travail et sont déclarées. Les deux patrons exploités ont été condamnés à de la prison ferme et un procès aura lieu en décembre 2017 pour traite des êtres humains après la plainte que les salarié-e-s et la CGT avaient déposée en août 2014. Hélène Bidard, adjointe PCF à l'égalité femmes/hommes à la mairie de Paris, sera l'une des témoins à ce procès, aux côtés de Bernard Thibault.

Toutefois, leur combat, soutenu par de nombreux syndicats, associations et partis politiques, au premier rang desquels le PCF, a permis de montrer que c'était tout un quartier qui était régi par une véritable mafia. 1 500 travailleuses sont aujourd'hui victimes de ce système. Si la lutte emblématique du 57 boulevard de Strasbourg a permis de premières avancées (contrats de travail qui arrivent, fiche action contre le travail dissimulé insérée dans le contrat de prévention et de sécurité de Paris...), la lutte doit continuer pour que le boulevard de Strasbourg, en plein cœur de Paris, ne soit plus Gattazland.

Bernard Thibault, administrateur de l'OIT, présent lors de cette soirée, a ainsi rappelé que le travail dissimulé touchait 10% des travailleurs de France, essentiellement des travailleuses. L'ensemble des soutiens ont affirmé leur volonté de poursuivre le combat auprès des travailleuses.

La balle est également, comme l'ont rappelé les soutiens, du côté de la préfecture : celle-ci doit cesser les contrôles qui visent uniquement à vérifier le statut administratif des travailleuses, quitte à les placer ensuite en centre de rétention, et faire des vrais contrôles qui visent les patrons qui embauchent les travailleuses sans contrat de travail.

Boulevard en lutte est un film qui doit être montré car il revient non seulement sur une lutte emblématique de femmes migrantes ces dernières années mais montre surtout, avec émotion, qu'une lutte, si dure soit-elle, peut au final être victorieuse et contribuer dans la durée à transformer un quartier dans son ensemble.

Élie Jousselein

GAGNER L'ÉGALITÉ

la parole aux étudiantes

Alors que 57% des étudiants sont des étudiantes, elles sont confrontées dans leur vie quotidienne à de multiples difficultés : des pratiques sexistes, du harcèlement et des études pour aboutir à une inégalité salariale où les chances de gravir les échelons sont difficiles pour ne pas dire impossible. C'est pourquoi il est d'autant plus urgent d'en finir avec tout ce qui plombe les étudiantes. Ainsi, notre conception de l'enseignement supérieur doit permettre à chacun.e d'acquérir de nouvelles compétences, d'approfondir ses savoirs, ses talents et surtout de s'émanciper.

Tout d'abord, il est à signaler que les filières à dominante féminine sont les premières touchées par les coupes budgétaires et la dégradation des formations : ceci est dû au fait notamment de leur dévalorisation par l'ensemble de la société et du manque de considération apporté aux métiers auxquels elles préparent : majoritairement dans des filières où sont valorisées les compétences personnelles (soin, écoute, accueil) à l'inverse d'une valorisation des compétences techniques. En effet, l'orientation genrée produit des inégalités concrètes dans la formation : alors qu'il y a un manque d'environ 15 000 ingénieurs, les étudiantes représentent seulement 20% dans les écoles.

En 2017, il existe encore des inégalités de salaire entre les hommes et les femmes. Est-ce normal qu'à diplôme et qualification égaux, une cadre perçoive un salaire inférieur de 25% à celui d'un cadre masculin ? Est-ce normal également qu'une sage-femme diplômée Bac+5 gagne moitié moins qu'un ingénieur en bâtiment, lui aussi titulaire d'un Bac +5 ? Il est temps de mettre fin à cette injustice et de reconnaître les compétences et le travail des femmes !

Les inégalités liées au genre ne s'arrêtent pas là puisque les femmes sont exposées à diverses problématiques au sein de leur vie extra-universitaire. Premièrement, les questions de santé liées à leur.s sexualité.s ne sont que peu traitées au sein des universités : il est à déplorer un manque de structures médicales à même de leur apporter un accompagnement gynécologique, ainsi que d'information et de prévention.

De même, comme il appartient à chaque femme le choix d'avoir ou non un enfant, une étudiante doit pouvoir bénéficier d'un cadre propice à sa poursuite d'études qu'elle soit enceinte ou jeune mère, par la création de crèches et de pôles de santé public où l'accès aux soins, (IVG, contraception, gynécologie, psychologie), doit être gratuit. Cela doit donc leur permettre de pouvoir poursuivre leurs études aussi longtemps qu'elles le souhaitent.

Dans le même temps, chaque année, les plantings familiaux sont de plus en plus nombreux à être menacés de fermeture, faute de moyens. Dans la région Auvergne-Rhône Alpes dirigée par Wauquiez, les subventions accordées vont baisser de 30% remettant en question l'avenir du *Pass contraception* qui permet une consultation gratuite et anonyme chez un médecin ou une sage-femme pour obtenir un moyen de contraception ou des analyses de dépistage. Cette politique revenant sur le droit des

femmes à disposer librement de leur corps est pleinement soutenue et précédée par les regroupements de forces réactionnaires. Se présentant comme les garantes de prétendues valeurs morales, ces collectifs prônent en réalité le retour d'un modèle social où les femmes ont le choix entre l'isolement, la précarité et le recours à des méthodes barbares.

Plus inquiétant encore, les « familialistes » et masculinistes de la Manif pour tous ont au moins deux candidats bien placés dans l'élection présidentielle à venir : Fillon, qui prône le retour à la famille traditionnelle et se dit « personnellement opposé » à l'IVG, et Marine Le Pen, qui vise à supprimer toutes possibilités d'avortement, notamment pour les femmes des milieux populaires. Nous porterons les idées progressistes sur les facts, afin que les étudiants et les étudiantes ne se trompent pas au moment de mettre un bulletin dans l'urne : ces forces réactionnaires ne défendent pas leurs intérêts !

De plus, dans le monde étudiant comme dans le reste de la société, leurs comportements et modes vestimentaires sont normalisés selon un genre idéalisé. Si elles ne collent pas à cet idéal, elles se heurtent à la pression sociale, qu'elles sont nombreuses à éviter en se conformant aux comportements socialement acceptés. Les standards jouent également leur rôle dans la socialisation étudiante : cela passe par l'humour sexiste, les gestes déplacés et la communication aguicheuse en vigueur lors des événements étudiants, dont il est de bon ton de rire, même si cela choque, sous peine d'être déconsidérée par ses camarades de promotion.

C'est pourquoi nous proposons une charte qui doit être appliquée par les associations et les universités contre les soirées où sont prônés les comportements sexistes, le harcèlement et la culture du viol. Nous devons également créer des cellules d'écoute sur les campus dans lesquels les femmes pourraient libérer leur parole et témoigner des violences subies.

Loin des médias qui caricaturent le combat féministe, nous affirmons que quand les femmes, qui constituent la majorité de la population, voient leurs droits bafoués, c'est tous les travailleurs qui en subissent les conséquences. Conquérir ces droits pour les femmes c'est donc conquérir des droits pour la majorité des travailleurs !

Pourtant, les médias s'efforcent chaque année de réduire la véritable portée de la journée du 8 mars, en en faisant « une journée des femmes », et une journée commerciale comme celle de la Saint-Valentin. Nous serons donc activement présents et présentes dans l'ensemble des secteurs de l'UEC ce jour, comme lors des 364 autres jours de l'année, pour réaffirmer le 8 mars comme journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Comme l'écrivait Alexandra Kollontai, féministe soviétique, l'émancipation de toute la société « ne peut être réalisée et maintenue qu'avec la participation énergique et active des travailleuses ».

Sabrina Ould-Aklouche

AGENDA

23 avril

Premier tour de l'élection présidentielle

26 avril

Conseil national du PCF

7 mai

Second tour de l'élection présidentielle

13 mai

De 14h à 18h, réunion de la commission nationale du PCF Droits des femmes et Féminisme au 2 place du Colonel-Fabien

11 juin

Premier tour des élections législatives

18 juin

Second tour des élections législatives

TEE-SHIRT

pour l'avortement libre et gratuit partout en Europe

vous pouvez vous le procurer auprès de la commission Droits des femmes/féminisme
au 01 40 40 12 27 ou hpompougnac@pcf.fr

